Projet de décret et ordonnance conjoints de la Communauté française, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française instituant un Défenseur des enfants commun

Le Collège réuni,

Sur la proposition de son président,

Après délibération,

ARRÊTE :

La ministre Président est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER – DEFINITIONS

Article premier

Au sens du présent décret conjoint, il faut entendre par :

1° Parlements : le Parlement de la Communauté française, le Parlement de la Région wallonne, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et l'Assemblée de la Commission communautaire française ;

2° Gouvernements : le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française ;

3° Entités concernées : la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française ;

4° Enfant : la personne âgée de moins de dix-huit ans, ainsi que la personne âgée de moins de vingt ans pour laquelle une aide a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans, en application du Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Dans le présent décret et ordonnance conjoints, l'emploi des noms masculins pour les titres et fonctions est épicène, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions

du décret de la Communauté française du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

CHAPITRE II – DEFENSEUR DES ENFANTS

Art. 2

Il est institué un Défenseur des enfants auprès des Gouvernements.

CHAPITRE III – MISSIONS DU DEFENSEUR DES ENFANTS

Art. 3

Le Défenseur des enfants a pour mission de veiller à la sauvegarde des droits et intérêts des enfants.

Les Parlements établissent pour chaque mandat une liste non exhaustive des domaines prioritaires dans lesquels le Défenseur des enfants exerce cette mission.

Dans l'exercice de sa mission, le Défenseur des enfants:

1° assure la promotion des droits et intérêts de l'enfant et organise des actions d'information sur ces droits et intérêts et leur respect effectif ;

2° informe les personnes privées, physiques ou morales, et les personnes de droit public des droits et intérêts des enfants ;

3° vérifie l'application correcte des lois, décrets, ordonnances et arrêtés qui concernent les enfants ;

4° soumet aux Gouvernements, aux Parlements et à toute autorité compétente à l'égard des enfants, toute proposition visant à adapter la réglementation en vigueur, en vue d'une protection plus complète et plus efficace des droits des enfants et fait en ces matières toute recommandation nécessaire ;

5° reçoit, de toute personne physique ou morale intéressée, les informations, les plaintes ou les demandes de médiation relatives aux atteintes portées aux droits et intérêts des enfants ;

6° mène à la demande des Parlements toutes les investigations sur le fonctionnement des services administratifs des entités concernées par cette mission.

Les Gouvernements peuvent, conjointement ou séparément, attribuer des missions supplémentaires au Défenseur des enfants.

Art. 4

Le Défenseur des enfants adresse aux autorités fédérales, aux autorités des régions et des communautés ainsi qu'aux autorités des provinces et des communes ou à toute institution

dépendant de ces autorités, les interpellations et demandes d'investigation nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Dans les limites fixées par la Constitution, les lois, les décrets, les ordonnances et les arrêtés et dans celles de sa mission, le Défenseur des enfants a accès librement durant les heures normales d'activité à tous les bâtiments des services publics des entités concernées ou aux bâtiments d'institutions privées bénéficiant d'un subside de l'une ou des deux entités concernées.

Les responsables et les membres du personnel des services et institutions visés à l'alinéa 2 sont tenus de communiquer au Défenseur des enfants les pièces et informations nécessaires à l'exercice de sa mission, à l'exception de celles qui sont couvertes par le secret médical ou dont ils ont pris connaissance en leur qualité de confident nécessaire.

Le Défenseur des enfants peut prévoir des délais impératifs de réponse dûment motivés aux personnes visées à l'alinéa 3.

À défaut de réponse à la demande du Défenseur des enfants dans les délais impartis, ou en cas de refus motivé, le Défenseur des enfants dispose d'un recours auprès du Gouvernement dont dépend le service ou la subvention allouée à l'institution. Le Gouvernement est tenu de statuer dans le mois ou, en cas d'urgence spécialement motivée, lors de sa prochaine séance.

Durant le déroulement de cette procédure, les parties sont tenues à assurer la confidentialité de celle-ci.

CHAPITRE IV – DESIGNATIONS ET INCOMPATIBILITES

Art. 5

§ 1er. Avant toute désignation à la fonction de Défenseur des enfants, les Parlements entendent les candidats dans le cadre d'une commission interparlementaire. Ils remettent un avis conjoint sur les candidatures et le transmettent aux Gouvernements dans les trois mois de la communication de ces candidatures aux Parlements.

Le Défenseur des enfants est désigné par les Gouvernements pour une période de six ans, renouvelable une fois.

Le renouvellement du mandat est soumis aux mêmes modalités que celles prévues pour sa désignation.

§ 2. Les Gouvernements ne peuvent mettre fin au mandat du Défenseur des enfants avant son terme qu'après avis des Parlements.

§ 3. Le Défenseur des enfants ne peut exercer aucune autre activité professionnelle pendant la du- rée de son mandat.

En outre, pendant la durée du mandat, la fonction de Défenseur des enfants est incompatible avec :

1° une candidature à un mandat électif ou l'exercice d'un tel mandat au sein d'un conseil

communal, d'un conseil de centre public d'action sociale, d'un conseil provincial, d'un Parlement régional ou communautaire, de la Chambre des représentants, du Sénat et du Parlement européen ;

2° la fonction de membre d'un Gouvernement régional, communautaire, fédéral ou la fonction de commissaire européen ;

3° la fonction de bourgmestre, d'échevin, de président d'un centre public d'action sociale ou de membre d'un collège provincial ;

4° la fonction de gouverneur de province ou de haut fonctionnaire de la Région de Bruxelles-Capitale;

5° toute fonction qui puisse compromettre le bon exercice de sa mission ou porter atteinte à son indépendance, son impartialité ou la dignité de ses fonctions.

Pendant la durée de son mandat, le Défenseur des enfants ne peut accepter aucun autre mandat, même à titre gracieux.

Ne peut être désigné Défenseur des enfants, le candidat qui, dans la période d'un an précédant le dépôt de sa candidature, a exercé un mandat électif au sein d'un Parlement régional ou communautaire, de la Chambre des Représentants, du Sénat, du Parlement européen ou qui a assumé, pendant cette même période, une fonction de membre d'un Gouvernement régional, communautaire, fédéral, ou la fonction de commissaire européen.

CHAPITRE V – GARANTIES D'INDEPENDANCE

Art. 6

Le Défenseur des enfants est placé sous la tutelle administrative des Gouvernements. Il bénéficie de la liberté d'action et d'expression nécessaire à l'exercice de sa mission.

Le Défenseur des enfants ne reçoit d'injonction d'aucun gouvernement. À ce titre, il agit en toute indépendance et ne peut être relevé de sa charge en raison d'actes accomplis ou de propos tenus dans le cadre de sa mission.

CHAPITRE VI - RAPPORTAGE

Art. 7

Le 20 novembre de chaque année, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, le Défenseur des enfants adresse simultanément aux Gouvernements et aux Parlements, un rapport annuel dans lequel il établit le bilan de son activité.

Ce rapport contient les recommandations qu'il juge utiles et expose les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité d'un réclamant et de membres du personnel des autorités administratives ne peut y être mentionnée.

Le rapport est accessible au public et est consultable sur le site Internet du Défenseur des enfants.

Le Défenseur des enfants peut à tout moment être entendu par les Gouvernements ou les Parlements.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 8

Dans le but d'assurer la continuité des services, les missions et actions en cours du délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant résultant du décret de la Communauté française du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant sont assurées par le Défenseur des enfants.

Le personnel du Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant tel qu'institué par le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant est intégré au sein du personnel du Défenseur des enfants.

Art. 9

Les Gouvernements mettent à la disposition du Défenseur des enfants le personnel nécessaire à la réalisation de ses missions.

Le cadre des services du Défenseur des enfants est fixé conjointement par les Gouvernements.

Art. 10

Les Gouvernements arrêtent conjointement les modalités du financement des missions du Défenseur des enfants.

Art. 11

Les Gouvernements des entités concernées arrêtent les modalités d'exécution du présent décret et ordonnance conjoints via des arrêtés d'exécution conjoints.

Art. 12

Le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 instituant un délégué général aux

droits de l'enfant est abrogé.

Art. 13

À l'article 6, 2°, du décret de la Communauté française du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse, tel que modifié par l'accord de coopération conclu le 21 novembre 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif aux articles 42 et 44 de la Convention internationale des droits de l'enfant auquel assentiment a été donné par le décret du 27 février 2014, le mot « triennal » est supprimé.

Art. 14

Le présent décret et ordonnance conjoints entre en vigueur au terme du mandat actuel du Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant.

Bruxelles, le

Pour le Collège Réuni

Le Ministre-Président,

Rudi Vervoort

Ontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie tot instelling van een gemeenschappelijke kinderrechtenverdediger

Het Verenigde College,

Op voordracht van zijn voorzitter,

Na beraadslaging,

BESLUIT:

De Voorzitter wordt ermee belast het ontwerp van decreet waarvan de inhoud volgt, voor te leggen aan het parlement:

HOOFDSTUK 1 - DEFINITIES

Artikel 1

In de zin van dit gezamenlijke decreet wordt verstaan onder:

1° Parlementen: het Waals Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Regeringen: de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° Betrokken entiteiten: het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie;

4° Kind: de persoon jonger dan achttien jaar alsook de persoon jonger dan twintig jaar voor wie hulpverlening werd aangevraagd vóór de leeftijd van achttien jaar, met toepassing van het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Het gebruik in dit gezamenlijke decreet en ordonnantie van mannelijke namen voor de titels en functies is gemeenslachtig met het oog op de leesbaarheid van de tekst, onverminderd de bepalingen

van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van de beroepen, ambten, rangen of titels.

HOOFDSTUK II - KINDERRECHTENVERDEDIGER

Art. 2

Er wordt een kinderrechtenverdediger ingesteld bij de regeringen.

HOOFDSTUK III - OPDRACHTEN VAN DE KINDERRECHTENVERDEDIGER

Art. 3

De kinderrechtenverdediger heeft als opdracht ervoor te zorgen dat de rechten en belangen van kinderen worden gevrijwaard.

De parlementen stellen, elk voor zich of gezamenlijk en volgens de nadere regels die zij bepalen, voor elk mandaat een niet-uitputtende lijst van prioritaire domeinen vast waarbinnen de kinderrechtenverdediger deze opdracht uitoefent.

Bij de uitoefening van zijn opdracht:

1° staat de kinderrechtenverdediger in voor de bevordering van de rechten en belangen van het kind en organiseert hij informatieacties over deze rechten en belangen en de daadwerkelijke naleving ervan;

2° informeert hij private personen, natuurlijke personen of rechtspersonen, en publiekrechtelijke personen over de rechten en belangen van kinderen;

3° controleert hij de correcte toepassing van wetten, decreten, ordonnanties en besluiten met betrekking tot kinderen;

4° legt hij de regeringen, de parlementen en elke ten aanzien van kinderen bevoegde overheid elk voorstel tot aanpassing van de geldende regelgeving voor, met het oog op een volledigere en doeltreffendere bescherming van de rechten van het kind, en doet hij ter zake alle nodige aanbevelingen;

5° ontvangt hij van iedere belangstellende natuurlijke persoon of rechtspersoon informatie, klachten of bemiddelingsverzoeken over inbreuken op de rechten en belangen van kinderen;

6° voert hij, op verzoek van de parlementen, elk voor zich of gezamenlijk en volgens de nadere regels die zij bepalen, alle onderzoeken uit over de werking van de administratieve diensten van de entiteiten die bij deze opdracht betrokken zijn.

De regeringen kunnen, gezamenlijk of afzonderlijk, aanvullende opdrachten toewijzen aan de kinderrechtenverdediger.

Art. 4

De kinderrechtenverdediger richt tot de federale overheid, de gewest- en gemeenschapsoverheden alsook de provinciale en gemeentelijke overheden of tot elke instelling die van deze overheden afhangt, de interpellaties of onderzoeksaanvragen die nodig zijn om zijn opdracht te vervullen.

Binnen de grenzen van de Grondwet, wetten, decreten, ordonnanties en besluiten en binnen de grenzen van zijn opdracht heeft de kinderrechtenverdediger, tijdens de normale diensturen, vrije toegang tot alle gebouwen van de overheidsdiensten van de betrokken entiteiten of tot de gebouwen van private instellingen die een subsidie van een of beide van de betrokken entiteiten ontvangen.

De verantwoordelijken en de personeelsleden van de in het tweede lid bedoelde diensten en instellingen zijn verplicht de kinderrechtenverdediger de stukken en informatie te verstrekken die nodig zijn voor de uitoefening van zijn opdracht, met uitzondering van die welke onder het medisch geheim vallen of waarvan zij kennis hebben genomen in hun hoedanigheid van noodzakelijke vertrouwenspersoon.

De kinderrechtenverdediger kan bindende antwoordtermijnen vaststellen die voor de in het derde lid bedoelde personen met voldoende redenen worden omkleed.

Indien niet binnen de gestelde termijn op de vraag van de kinderrechtenverdediger wordt geantwoord, of in geval van een met redenen omklede weigering, kan de kinderrechtenverdediger beroep instellen bij de regering waarvan de dienst of de aan de instelling toegekende subsidie afhangt. De regering moet uitspraak doen binnen een maand of, in geval van hoogdringendheid, die bijzonder met redenen wordt omkleed, tijdens haar volgende vergadering.

Tijdens deze procedure moeten de partijen de vertrouwelijkheid ervan bewaren.

HOOFDSTUK IV - AANSTELLINGEN EN ONVERENIGBAARHEDEN

Art. 5

§1. Vóór elke aanstelling in de functie van kinderrechtenverdediger horen de parlementen de kandidaten gezamenlijk, volgens de nadere regels die zij bepalen. Zij brengen een gezamenlijk advies uit over de kandidaturen en zenden dit toe aan de regeringen binnen drie maanden na de mededeling van deze kandidaturen aan de parlementen.

De kinderrechtenverdediger wordt door de regeringen aangesteld voor een periode van zes jaar, eenmaal hernieuwbaar.

Voor de hernieuwing van het mandaat gelden dezelfde nadere regels als voor de aanstelling.

§2. De regeringen kunnen slechts na advies van de parlementen het mandaat van de kinderrechtenverdediger voortijdig beëindigen. Dat advies wordt gezamenlijk opgesteld volgens de nadere regels die zij bepalen.

§3. De kinderrechtenverdediger mag geen enkele andere beroepsactiviteit uitoefenen tijdens zijn mandaat.

Bovendien is de functie van kinderrechtenverdediger tijdens het mandaat onverenigbaar met:

1° een kandidatuur voor een mandaat van verkozene of de uitoefening van een dergelijk mandaat binnen een gemeenteraad, een raad van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een provincieraad, een gewest- of gemeenschapsparlement, de Kamer van de Volksvertegenwoordigers, de Senaat en het Europees Parlement;

2° de functie van lid van een gewest-, gemeenschaps- of federale regering of de functie van Europees commissaris;

3° de functie van burgemeester, schepen, voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of lid van een provinciecollege;

4° de functie van provinciegouverneur of hoge ambtenaar van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

5° elke functie die de goede uitoefening van zijn opdracht in gevaar kan brengen of zijn onafhankelijkheid, zijn onpartijdigheid of de waardigheid van zijn functies kan schaden.

Tijdens zijn mandaat mag de kinderrechtenverdediger geen enkel ander mandaat aanvaarden, zelfs niet gratis.

De kandidaat die tijdens de periode van één jaar voorafgaand aan de indiening van zijn kandidatuur, een mandaat van verkozene heeft uitgeoefend binnen een gewest- of gemeenschapsparlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Europees Parlement, of die tijdens diezelfde periode een functie van lid van een gewest-, gemeenschaps- of federale regering of de functie van Europees commissaris heeft uitgeoefend, kan niet worden aangesteld als kinderrechtenverdediger.

HOOFDSTUK V - ONAFHANKELIJKHEIDSGARANTIES

Art. 6

De kinderrechtenverdediger wordt onder het administratief toezicht van de regeringen geplaatst. Hij geniet de vrijheid van handelen en meningsuiting die nodig is voor de uitoefening van zijn opdracht.

De kinderrechtenverdediger ontvangt van geen enkele regering bevelen. Om die reden handelt hij geheel onafhankelijk en kan hij niet van zijn taken worden ontheven op grond van daden die hij stelt of uitlatingen die hij doet in het kader van zijn opdracht.

HOOFDSTUK VI - RAPPORTERING

Art. 7

Op 20 november van elk jaar, ter gelegenheid van de Internationale Dag van de Rechten van het Kind, bezorgt de kinderrechtenverdediger gelijktijdig aan de regeringen en de parlementen een jaarverslag waarin hij de balans van zijn activiteiten opmaakt.

Dat verslag bevat de aanbevelingen die hij nuttig acht en vermeldt de eventuele ondervonden moeilijkheden bij de uitoefening van zijn functies.

De identiteit van een klager en van personeelsleden van administratieve overheden mag hierin niet worden vermeld.

Het verslag is beschikbaar voor het publiek en kan worden geraadpleegd op de website van de kinderrechtenverdediger.

De kinderrechtenverdediger kan op elk moment worden gehoord door de regeringen of de parlementen volgens de nadere regels die zij bepalen.

HOOFDSTUK VII - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 8

Teneinde de continuïteit van de dienstverlening te garanderen, worden de opdrachten en de lopende acties van de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind die voortvloeien uit het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, uitgevoerd door de kinderrechtenverdediger.

Het personeel van de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind zoals ingesteld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, wordt geïntegreerd in het personeel van de kinderrechtenverdediger.

Art. 9

De regeringen stellen de kinderrechtenverdediger het personeel ter beschikking dat nodig is om zijn opdrachten uit te voeren.

De personeelsformatie van de diensten van de kinderrechtenverdediger wordt door de regeringen gezamenlijk vastgesteld.

Art. 10

De regeringen bepalen gezamenlijk de nadere financieringsregels van de opdrachten van

de kinderrechtenverdediger.

Art. 11

De regeringen van de betrokken entiteiten bepalen de nadere uitvoeringsregels van dit gezamenlijke decreet en ordonnantie door middel van gezamenlijke uitvoeringsbesluiten.

Art. 12

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind wordt opgeheven.

Art. 13

In artikel 6, 2°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 houdende de oprichting van het 'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse', zoals gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap van 21 november 2013 betreffende de artikelen 42 en 44 van het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind, waarmee instemming is verleend bij het decreet van 27 februari 2014, wordt het woord 'driejaarlijks' geschrapt.

Art. 14

Dit gezamenlijke decreet en ordonnantie treedt in werking na het einde van het huidige mandaat van de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind.

Brussel,

Voor het Verenigde College,

Rudi VERVOORT

De Voorzitter